



ARRETE MUNICIPAL

Commune de Saint-Marcel-Lès-Valence

ARRETE N° 176 Du 1^{er} octobre 2019

portant mise à jour des Servitudes d'utilité publique

- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-60 et R153-18, ainsi que les articles L151-43 et R151-51 relatif au contenu des annexes du PLU ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 05 février 2009 approuvant le plan local d'urbanisme ; modifié le 23 septembre 2015 et le 08 mars 2018,

ARRETE

Article Premier

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Marcel-Lès-Valence est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe de celui-ci, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article Second

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie et en préfecture.

Article Troisième

Le présent arrêté sera affiché en mairie durant 1 mois.

Article quatrième

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à M. le Directeur département des Territoires.

Fait à Saint-Marcel-lès-Valence, le 1^{er} octobre 2019

Le Maire

Dominique QUET



COMMUNE de SAINT MARCEL LES VALENCE
MODIFICATION n° 2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de la modification n°2

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 08 mars 2018

Date de transmission au Préfet : 15 mars 2018

Mesures de publicité :

- Affichage en mairie : à compter du 16 mars 2018
- Insertion dans la presse : le 12 avril 2018 (Le Dauphiné Libéré – Peuple Libre)

Contrôle de légalité :

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire :

12 avril 2018

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale


Signé Tanguy QUEINEC

**EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le huit mars, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Dominique QUET.

Date de la convocation : 2 mars 2018

Tous les Conseillers Municipaux étaient présents sauf Mesdames Véronique VOIGNIER, Florence BOUVET, Emilia CHAHBAZIAN, Amélie FERRIER, Huguette MORENO, Nadine VASSALO et Messieurs Marc CROUZET, Yoann MAGNIN, Fabien MICHEL DIT BARON, Frédéric ROBIN, Serge VRANCKX, Patrick ZANI, Thierry SERRADURA (excusés).

Madame Dominique CHASSOULIER a été élue secrétaire.

OBJET : MODIFICATION PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Nombre de Conseillers

En exercice : 29

Présents : 16

Procurations : 6

Votants : 22

Pour : 22

Contre :

Abstention :

Monsieur le Maire rappelle qu'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été lancée afin :

- d'adapter le règlement des secteurs A et M, qui n'est plus conforme aux dispositions réglementaires, quant aux extensions limitées des constructions à usage d'habitation et à leurs annexes,
- d'adapter les dispositions réglementaires du secteur UI, qui sont parfois contradictoires et empêchent la réalisation de certains projets, quant aux reculs par rapport aux limites et quant à la hauteur,
- de rectifier une erreur matérielle dans le tracé de la délimitation du secteur UB au nord de la Commune.

Au regard des remarques formulées par les personnes publiques associées et par les habitants, reprises par la commissaire-enquêteur, il y a lieu de modifier le projet présenté sur les aspects suivants :

- intégrer aux articles 10 et 11 du règlement des zones A et M les dispositions du règlement-type élaboré par la DDT et la CDPENAE, qui complètent les dispositions présentées au public sans entrer en contradiction avec elles,
- préciser dans la notice de présentation du projet les impacts sur l'environnement des mesures prises par la modification,
- supprimer le sous-secteur UBc pour l'intégrer à la zone A du PLU.

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture

Le : 15 MARS 2018

Publié ou notifié

Le : 15 MARS 2018

Le Maire,

En effet l'avis du SCOT est défavorable à l'ouverture à l'urbanisation du sous-secteur UBc dans la mesure où il est désormais situé en dehors de l'enveloppe urbaine autorisée, et en limite extérieure de l'enveloppe urbaine secondaire qui ne peut s'étendre. Le sous-secteur UBc est donc supprimé et intégré à la zone agricole A.

Ces modifications, conformément à l'article L153-31 du Code de l'Urbanisme, ne changent en rien les orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durable, ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance, et n'ouvrent pas de zone à urbaniser. De nouveaux secteurs ne sont pas ouverts à l'urbanisation.

Le dossier de modification du PLU a été mis à la disposition du public et une enquête publique s'est déroulée du 6 novembre au 7 décembre 2017.



Dominique QUET

Le commissaire a rendu son rapport et ses conclusions le 28 décembre 2017, et so
de la modification.

Le CONSEIL MUNICIPAL,

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44 et R.153-20 à R.153-22,
- Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 29 mars 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU), du 10 septembre 2009 approuvant la modification simplifiée n° 1 du PLU, et du 23 septembre 2015 approuvant la procédure de modification n° 2 du PLU,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 septembre 2015 engageant la procédure de révision du PLU,
- Vu la délibération du 25 octobre 2016 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Grand Rovaltain,
- Vu l'arrêté municipal en date du 12 octobre 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 6 novembre au 7 décembre 2017
- Vu les avis des personnes publiques associées et consultées,
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 28 décembre 2017

après délibération, **DECIDE :**

- **d'APPROUVER** le dossier de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente,
- **de METTRE** le dossier du PLU modifié à la disposition du public en Mairie de Saint-Marcel-lès-Valence aux jours et heures d'ouverture,
- **de PROCEDER** aux mesures de publicité prévues aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit express ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus, et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme :

Le Maire



D. QUET

→ Cathy



Mairie de SAINT-MARCEL-LES-VALENCE

N° 17-132

ARRETE

Portant mise à jour du
Plan Local d'Urbanisme

Le Maire de SAINT MARCEL LES VALENCE

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2122-28
- Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L555-16 ; R555-30 et R555-31,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L101-2, L126-1 et suivants, , L132-2, L151-1 et suivants, L153-60, L161-1 et suivants, L163-10, R123-22 et R431-16,
- Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles R122-22 et R123-46
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Marcel lès Valence, approuvé le 29/03/2006, et modifié le 10/09/2009, le 08/04/2010 et le 23/09/2015,
- Vu l'arrêté préfectoral n°26-2016-12-02-077 du 02/12/2016, prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses,

Considérant que l'arrêté susvisé institue une servitude d'utilité publique au sens de l'article L126-1 du code de l'urbanisme et qu'à ce titre, l'arrêté doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme conformément aux articles L126-1, R2126-1 et R123-22 du code de l'urbanisme,

Considérant que l'article R123-22 du Code de l'Urbanisme stipule que la mise à jour du Plan local d'Urbanisme est effectuée à chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes dudit plan conformément aux articles L126-1 et R126-1 et R123-22 du Code de l'Urbanisme

Considérant la nécessité de mettre à jour le plan local d'urbanisme de la Commune de Saint Marcel lès Valence afin d'y intégrer cette Servitude d'Utilité Publique,

ARRETE

Article Premier

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de la Commune de Saint Marcel lès Valence est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, il est annexé au Plan Local d'Urbanisme la Servitude d'utilité Publique suivante :

- L'Arrêté préfectoral n°26-2016-12-02-077- en date du 02/12/2016, prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matière dangereuse ».

Article Deuxième

Ces documents sont tenus à disposition du public à la mairie de Saint Marcel lès Valence

Article Troisième

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en Mairie de Saint Marcel lès Valence

Article Quatrième

Tout recours contentieux contre le présent arrêt peut être formé auprès du tribunal Administratif de Grenoble dans les deux mois suivants la publicité de l'arrêté.

Article Cinquième

Le Directeur Général des Services, Messieurs les Agents de la Force Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera remise à Monsieur le Préfet de la Drôme.

Fait à Saint-Marcel-lès-Valence, le 09 octobre 2017

Certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu
de la réception en Préfecture :
et de la publication le :

Le Maire,
D. QUET





N° 17-112

ARRETE
Portant Mise à jour du
du Plan Local d'Urbanisme

Le Maire de SAINT MARCEL LES VALENCE

- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Marcel lès Valence, approuvé le 29/03/2006, et modifié le 10/09/2009, le 08/04/2010, et le 23/09/2015
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 151-43, 153-60, L 152-7 et les articles R 153-18, 151-51 et suivants,
- Vu le Code de l'Aviation Civile et notamment les articles R241.3, e R 242.1, D242.1 à D242.3
- Vu l'arrêté ministériel en date du 08 novembre 2016, portant approbation du plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Chabeuil - Valence (Drôme)

Considérant qu'il y a lieu d'annexer au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Marcel lès Valence, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, et notamment les servitudes aéronautiques de dégagement,

ARRETE

Article Premier

Le Plan Local d'Urbanisme est mis à jour à la date du présent arrêté. Cette mise à jour consiste à reporter sur chacune des pièces du document d'urbanisme intéressant :

- *Le plan de servitudes aéronautiques de dégagements de l'aérodrome de Chabeuil - Valence approuvé. Sont ainsi mis à jour l'annexe « Servitude d'utilité publique - Circulation aérienne zones de dégagement ».*

Article Second

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public en Mairie et en Préfecture.

Article Troisième

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en Mairie de Saint Marcel lès Valence.

Article Quatrième

Tout recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans les deux mois suivant la publicité de l'arrêté.

.../...

Article Cinquième

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera remise à monsieur le Préfet de la Drôme.

Fait à Saint-Marcel-lès-Valence, le 24 juillet 2017

Certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu
de la réception en Préfecture, le 27 JUL. 2017
et de la publication le 27 JUL. 2017

Le Maire

Le Maire

D. QUET

**COMMUNE de SAINT MARCEL LES VALENCE
MODIFICATION n° 1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification n°1

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 23 septembre 2015

Date de transmission au Préfet : 6 octobre 2015

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à compter du 6 octobre 2015
- Insertion dans la presse : 9 octobre 2015

Contrôle de légalité:

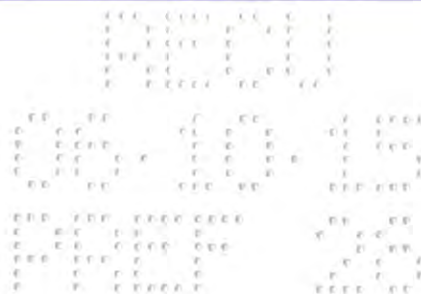
- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:

6 novembre 2015

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale Nord





EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze, le vingt trois septembre, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Dominique QUET, Maire.

Date de la convocation : 16 septembre 2015

Tous les Conseillers Municipaux étaient présents sauf Mesdames FERRIER, MERLE, BOUVET, ASTIER, CHAHBAZIAN, MARTINEZ et TEYSSOT et Messieurs MICHEL DIT BARON, ROBIN, FAQUIN, ZANI et SERRADURA
Madame Dominique CHASSOULIER a été élue secrétaire.

OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION DU PLU

Nombre de Conseillers

En exercice : 29

Présents : 17

Procurations : 8

Votants : 25

Pour : 25

Contre :

Abstention :

Le CONSEIL MUNICIPAL :

- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-13-1 et R 123-19, R 123-24 et R 123-25
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 février 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme
- Vu l'arrêté municipal n° 15-238 en date du 19 mai 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme
- Vu les avis des personnes publiques associées ou consultées
- Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que les résultats de ladite enquête justifient quelques adaptations du projet pour tenir compte des observations formulées par les personnes publiques associées ou consultées lors de l'enquête publique

après en avoir délibéré :

- Décide de modifier le projet sur les points suivants :

- ☐ l'adaptation des règles de recul des constructions par rapport aux voies, aux limites séparatives,... en zones UA, UB et UI
- ☐ le reclassement en zones urbaines de plusieurs zones à urbaniser, aujourd'hui aménagées et construites (zones AUa et AUi)
- ☐ la suppression de plusieurs emplacements réservés, aujourd'hui réalisés ou dont les emprises foncières sont acquises
- ☐ l'adaptation des orientations d'aménagement de la Zone de Laye

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture

Le :

Publié ou notifié

Le :

Le Maire,

- Décide d'approuver le dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente,
- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal
- elle sera en outre publiée au Recueil des Actes Administratifs mentionné à l'article R 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales
- dit que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme modifié est tenu à la disposition du public à la Mairie de Saint-Marcel-lès-Valence et à la Préfecture de la Drôme aux heures et jours habituels d'ouverture

- dit que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du Plan Local d'Urbanisme seront exécutoires dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (premier jour de l'affichage en Mairie, insertion dans un journal, inscription au Recueil des Actes Administratifs).

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit express ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus, et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme :



Le Maire

[Signature]
D. QUET

**EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix, le huit avril, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Dominique QUET, Maire.

Date de la convocation : 2 avril 2010

Tous les Conseillers Municipaux étaient présents sauf Mesdames Sabrina GUERBAS, Béatrice TEYSSOT et Messieurs Hubert CHAMBON, Michel RIVOIRE, Serge VRANCKX, Georges KOLLE et Christophe CROZET (excusés).

Madame Dominique CHASSOULIER a été élue secrétaire.

OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 2 DU PLU

Nombre de Conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Procurations : 2

Votants : 22

Pour : 22

Contre :

Abstention :

Le CONSEIL MUNICIPAL :

- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-13 et R 123-19, R 123-24 et R 123-25
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 février 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme
- Considérant l'information préalable du public faite par une publication dans le Dauphiné Libéré en date du 23 février 2010 ainsi que l'affichage en Mairie du 22 février au 3 avril 2010
- Considérant que le projet de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé

après en avoir délibéré :

- décide d'approuver le dossier de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente, portant sur différentes erreurs matérielles relatives :
 - ☐ recul d'inconstructibilité dans la Zone d'Activités du Plovier (rapport de présentation et orientations d'aménagement)
 - ☐ erreur matérielle dans le règlement des zones A, N et AU
 - ☐ erreur matérielle concernant la zone AUb et relative aux marges de recul des constructions par rapport à la Route Départementale 432
- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal
- elle sera en outre publiée au Recueil des Actes Administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales
- dit que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme modifié est tenu à la disposition du public à la Mairie de Saint-Marcel-lès-Valence et à la Préfecture de la Drôme aux heures et jours habituels d'ouverture
- dit que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (premier jour de l'affichage en Mairie, insertion dans un journal, inscription au Recueil des Actes Administratifs).

Certifié exécutoire

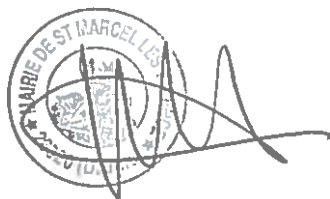
Reçu en Préfecture

Le : 13 AVR. 2010

Publié ou notifié

Le : 13 AVR. 2010

Le Maire,



Dominique QUET

RECUPRE

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'État, pour faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit express ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus, et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme :

Le Maire



D. QUET

COMMUNE DE SAINT MARCEL LES VALENCE
MODIFICATION SIMPLIFIEE n° 2 du PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de la modification simplifiée n° 2 du plan local d'urbanisme

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 8 avril 2010

Date de transmission au Préfet : 13 avril 2010

Mesures de publicité :

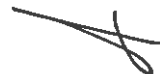
- a) Affichage en mairie : 13 avril 2010
- b) Insertion dans la presse : 26 avril 2010

Contrôle de légalité

Date de la lettre au maire : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire	26 avril 2010
--	---------------

Le Chef du Pôle Planification,



Tanguy QUEINEC

- 5 OCT. 2011

~~SATR/POS~~

N° 10-206

plan 1

ARRETE du MAIRE
portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme
de la Commune de SAINT MARCEL LES VALENCE

Le Maire de SAINT MARCEL LES VALENCE

- Vu les articles R 211-1 et R 211-8 du Code de l'Urbanisme concernant les Droits de Prémption Urbain
- Vu la délibération du Conseil Municipal approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme en date du 15 juin 2009
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 18 février 2010 instituant un droit de préemption urbain sur la totalité des zones urbaines (zones U) et d'urbanisation future (zones AU)
- Vu le plan ci-annexé, délimitant le droit de préemption urbain

ARRETE

Article Premier

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Marcel-lès-Valence est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, a été reporté sur le plan ci-joint à annexer au Plan Local d'Urbanisme, le périmètre du droit de préemption urbain.

Article Second

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la Mairie.

Article Troisième

Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article Quatrième

Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet de la Drôme.

Fait à Saint-Marcel-lès-Valence, le 13 juillet 2010.

Le Maire

Certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu
de la réception en Préfecture, le 20 JUL. 2010
et de la publication le 20 JUL. 2010

Le Maire : D. QUET



D. QUET

EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille neuf, le dix septembre, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Dominique QUET, Maire.

Date de la convocation : 4 septembre 2009

Tous les Conseillers Municipaux étaient présents sauf Mesdames Stéphanie LEROY, Gisèle COUPPE de K'LOURY, Amélie FERRIER, Sabrina GUERBAS, Beate RUNDLER et Messieurs Jean-Michel VALLA, Georges KOLLE (excusés).

Madame Dominique CHASSOULIER a été élue secrétaire.

OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLU

Nombre de Conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Procurations : 6

Votants : 26

Pour : 26

Contre :

Abstention :

Le CONSEIL MUNICIPAL :

- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-13 et R 123-19, R 123-24 et R 123-25
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 février 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme
- Considérant l'information préalable du public faite par une publication dans le Dauphiné Libéré en date du 22 juin 2009 ainsi que l'affichage en Mairie du 22 juin au 23 juillet 2009
- Considérant que le projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé

après en avoir délibéré :

- décide d'approuver le dossier de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente, portant sur différentes erreurs matérielles relatives :
 - ☐ au pourcentage minimum de logements locatifs aidés à créer en zones urbaines et à urbaniser
 - ☐ à l'orientation d'aménagement relative à la zone AUab la plus au Sud du hameau des Eynards, en limite de Commune
 - ☐ aux marges de recul des constructions par rapport au Chemin Communal n° 5
 - ☐ au classement en zone AUi au lieu de AUai du secteur de Plovier Ouest
 - ☐ aux articles 10 et 11 de la zone UB (règles de hauteur et d'aspect extérieur des constructions des services publics et d'intérêt collectif)
- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal
- elle sera en outre publiée au Recueil des Actes Administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales
- dit que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme modifié est tenu à la disposition du public à la Mairie de Saint-Marcel-lès-Valence et à la Préfecture de la Drôme aux heures et jours habituels d'ouverture
- dit que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (premier jour de l'affichage en Mairie, insertion dans un journal, inscription au Recueil des Actes Administratifs).

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture

Le : 16 SEP. 2009

Publié ou notifié

Le : 16 SEP. 2009

Le Maire,



Dominique QUET

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit express ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus, et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme :



Le Maire

D. QUET

RECU
26.02.09
N° 09-13

EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille neuf, le cinq février, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel VALLA, Adjoint au Maire.

Date de la convocation : 30 janvier 2009

Tous les Conseillers Municipaux étaient présents sauf Mesdames Martine GAYFFIER, Sabrina GUERBAS, Stéphanie LEROY, Brigitte QUIBLIER, Béatrice TEYSSOT et Messieurs Dominique QUET et Serge VRANCKX (excusés).

Madame Dominique CHASSOULIER a été élue secrétaire.

OBJET : Modifications après enquête publique du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme

Nombre de Conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 26

Pour : 20

Contre : 4

Abstention : 2

Procurations : 6

- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,
- Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,
- Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,
- Vu la délibération en date du 13 février 2007 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,
- Vu l'arrêté du maire en date du 11 août 2008 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi que le Zonage Assainissement,
- Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- décide de modifier le projet de PLU soumis à l'enquête publique sur les points suivants :
 - sur les zones naturelles bâties
 - suppression des « micro-zones N » où la notion d'espace naturel ne pouvait se justifier
 - réalisation d'une étude pour les autres zones N partiellement bâties
 - création de deux zones Ni à l'Ebry et Trapier
 - sur le règlement écrit
 - modification de l'article UB7
 - modification du pourcentage minimal de logements locatifs aidés dans les opérations de logements
 - reclassement de la parcelle n° 55 jouxtant la zone Uac
 - modification des règles de recul en zone UB pour les équipements publics
 - dispositions relatives aux constructions liées à l'exploitation agricole en zones UAa, UB, Uba, UAai
 - correction d'une erreur matérielle relative au secteur UAa
 - sur le règlement graphique
 - reclassement en zone d'urbanisation future de la zone AUai du Plovier
 - report des zones de dangers liés aux infrastructures de transport
 - modification de l'emprise de la bande boisée à créer en bordure de déviation, dans la zone UBb des Combes
 - modification de l'emprise de la zone inondable

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture

Le :

Publié ou notifié

Le :

Le Maire,

Etat du 27

PLU

25.03.09

- sur les orientations d'aménagement : le périmètre de 50m autour de la bergerie des Petits Eynards sera matérialisé
- sur les annexes : les zones de bruits seront reportées et la servitude P2 sera supprimée

- demande à M. le Maire de mettre au point le dossier définitif de PLU et de zonage assainissement en vue de son approbation définitive.

*Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus, et ont signé au registre tous les membres présents.
Pour copie conforme :*

Le Maire



M. QUET

MAIRIE
de
SAINT-MARCEL-LES-VALENCE
Code Postal 26320
Tél. 04 75 58 70 03 - Fax 04 75 58 74 34

**EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille neuf, le cinq février, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel VALLA, Adjoint au Maire.

Date de la convocation : 30 janvier 2009

Tous les Conseillers Municipaux étaient présents sauf Mesdames Martine GAYFFIER, Sabrina GUERBAS, Stéphanie LEROY, Brigitte QUIBLIER, Béatrice TEYSSOT et Messieurs Dominique QUET et Serge VRANCKX (excusés).

Madame Dominique CHASSOULIER a été élue secrétaire.

OBJET : APPROBATION du PROJET de REVISION du PLAN LOCAL d'URBANISME

Nombre de Conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 26

Pour : 20

Contre : 4

Abstention : 2

Procurations : 6

- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,
- Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,
- Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,
- Vu la délibération en date du 13 février 2007 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,
- Vu l'arrêté du maire en date du 11 août 2008 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi que le Zonage Assainissement,
- Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 février 2009 modifiant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,
- Considérant que le projet de révision du P.L.U. et le Zonage Assainissement tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la loi sur l'eau

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture

Le :

Publié ou notifié

Le :

Le Maire,

après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- décide d'approuver le PLU et le Zonage Assainissement, tels qu'ils sont annexés à la présente,
- indique que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département
- indique que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, le jour, mois et an que dessus, et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme :

La Mairie
D. QUET